

PNUD ET PROMOTION DE L'INSTRUCTION DANS LA REGION DE L'EXTREME-NORD-CAMEROUN, 1990-2021

Alphonse Alphonse DAWA KAKI

Université de Yaoundé I

alphonsedawa0@gmail.com

Findjongue Ngarlai Bikai

Université de Yaoundé I

Résumé

Dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun, la question d'accès à l'instruction constitue un débat majeur. Malgré son apport à l'épanouissement des enfants et au développement de la nation, cette région du Cameroun présente un faible taux d'inscription dans les établissements scolaires. L'accès équitable à l'instruction dans cette localité du pays devient de nos jours une préoccupation majeure pour l'Etat et les Organisations Internationales en charge du droit de l'enfant à l'éducation. C'est dans cet élan que le programme des Nations Unies pour le développement (Pnud) avait soutenu les établissements scolaires dans cette partie du pays. L'objectif de ce travail vise à évaluer l'impact de l'apport du Pnud dans la promotion de l'éducation dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Cette analyse s'est appuyée sur une pluralité de sources, à savoir, les sources primaires (documents d'archive), les sources secondaires (ouvrages, articles et travaux académiques), les sources orales et numériques. Ces données ont été respectivement soumises aux grilles méthodologiques de collecte et d'analyse des données. Le cadre méthodologique déployé dans ce travail a permis de relever que l'apport du Pnud en matière de l'instruction a contribué à la meilleure formation des jeunes dans cette région du pays.

Mots clés : Promotion, Instruction, Pnud

Abstract

In the Far North region of Cameroon, the issue of access to education is a major debate. Despite its contribution to the development of children and the nation, this region of Cameroon has a low rate of enrolment in schools. Equitable access to education in this part of the country is becoming a major concern for the State and international organisations in charge of the right of the child to education. It is in this context that the United Nations Development Programme (UNDP) has supported schools in this part of the country. The objective of this study is to evaluate the impact of UNDP's contribution to the promotion of education in the Far North region of Cameroon. This analysis was based on a number of sources, namely, primary sources (archival documents), secondary sources (books, articles and academic works), oral sources and digital sources. These data were respectively subjected to the methodological grids for data collection and analysis. The methodological framework deployed in this work has made it possible to note that the contribution of UNDP in the field of education has contributed to the better training of young people in this region of the country.

Key words: Promotion, Education, UNDP

Introduction

Le droit à l'instruction dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun, constitue un enjeu qui interpelle à la fois l'Etat du Cameroun et ses partenaires. C'est une région où l'accès équitable à l'éducation demeure préoccupant. La marginalisation du droit à l'instruction dans cette partie du pays est visible en grande partie dans les sociétés musulmanes à l'exemple des Foulbé et Mandara, (Issa Daba, 2020). Ce sont des sociétés qui s'étaient appuyées sur l'écriture à partir de leur islamisation pour communiquer et diffuser le savoir. Face au repli culturel et identitaire dans cette partie du pays, se pose le problème de l'influence des pratiques et représentations culturelles sur l'accès à l'instruction. Les différences de scolarisation entre garçons et filles y font l'objet d'une attention particulière, (Mairama Lapsiwa, 2010 : 5-7).

Plusieurs instruments juridiques ont été initiés par le gouvernement du Cameroun afin de permettre aux jeunes l'accès équitable à l'instruction. Parmi ces mesures, se trouve en bonne place la loi N°98/004 du 04 avril 1998 qui reconnaît l'éducation comme priorité nationale et réaffirme le caractère gratuit et obligatoire de l'enseignement primaire, l'article N°96/06 de 1996 qui reconnaît à son tour que le droit à l'éducation des enfants est obligatoire à l'enseignement primaire, (Tandjong, 2010 : 22). Malgré ces mesures prises par l'Etat camerounais, la question d'accès à l'instruction pose problème dans cette localité. Pour apporter une solution à ces difficultés rencontrées par les établissements scolaires, le PNUD s'était milité en faveur de l'instruction des jeunes. Son implication se justifie à travers ses assistances multiples dans les établissements scolaires.

La présente contribution pose le problème de l'implication du PNUD dans la promotion de l'éducation dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun. Ainsi, quel est l'impact des différentes interventions du PNUD en matière de l'éducation dans cette région du Cameroun ? Pour atteindre l'objectif dont qu'on s'est fixé, le présent travail se déploie sur deux axes. Le premier traite d'une part des problèmes rencontrés par les établissements scolaires et d'autre part, il s'est intéressé sur l'apport du PNUD aux établissements scolaires.

1. Obstacles liés à l’instruction dans la région de l’Extrême-Nord du Cameroun

La région de l’Extrême-Nord Cameroun est confrontée à des difficultés qui minent sur l’accès des élèves à l’instruction. Parmi ces problèmes, figurent en grande partie le poids de la tradition et de la culture arabo-musulmane, l’état de l’éducation et de la pauvreté.

1.1. Influence de la tradition et de la culture arabo-musulmane

L’instruction - selon l’UNESCO - est tout au long de la vie, un droit fondamental dont l’accès va de pair avec la qualité, (Dawa Kaki, 2021 : 44-46). De cette définition, il ressort clairement que, l’éducation constitue un élément clé qui contribue au développement mental. Dans un contexte de mutation, l’éducation présente un certain nombre d’atouts pour le plein épanouissement des enfants. L’accès des enfants à l’instruction et leur maintien à l’école peut leur offrir des moyens d’éviter un certain nombre de défis au développement. L’instruction, à cet effet, a pour vocation de produire chez l’homme les modèles sociaux existants qui devraient renforcer l’adaptation de l’homme par une utilisation convenable de ses facultés, (Mairama Lapsiwa, 2010 : 38). Le but de l’instruction est de développer, chez l’enfant, un certain nombre de valeurs que réclament de lui, le milieu social auquel il est destiné, (Martin, 1970 : 10). Ainsi, dans toutes les sociétés, le système éducatif participe à l’entretien et à la reproduction de la structure sociale, se conçoit comme étant un instrument essentiel du contrôle social. Dans cet élan, l’instruction apparaît comme un enjeu central du devenir de la population des pays en développement, (Pilon, 2006 :13-14). C’est ainsi que la question de l’éducation a fait l’objet des nombreuses rencontres internationales. A titre d’illustration, de la conférence mondiale sur l’éducation pour tous à Jantien (Thaïlande) en 1990, le Forum mondial sur l’éducation de Dakar de 1991 et de 2000 sur la promotion du droit de l’enfant à l’éducation, (Tandjong Fopa, 2013-2014 : 32-34).

De ces conférences, il ressort clairement que, l’éducation constitue un facteur indispensable pour assurer l’égalité entre les couches sociales. Or le droit à l’éducation dans la région de l’Extrême-Nord du Cameroun est loin d’être la réalité. Les trois-quarts des jeunes de cette localité sont encore sous-scolarisés, (Dawa Kaki, 2021 : 43-44). La parité est loin d’être atteinte entre filles et garçons, l’on compte en

moyenne moins du tiers des fillettes scolarisées contre plus de la moitié des garçons, (Dawa Kaki, 2021 : 43-44). Dans cette perspective, le poids des traditions constitue l'un des facteurs majeurs qui explique une telle réalité. La réticence des populations de cette partie du pays a privé les enfants de leur droit à l'instruction. Cette thèse va en droite ligne avec les arguments traditionnels qui considéraient l'école comme une institution occidentale vouée à l'extraversion des mœurs, (Mohamadou, 2022). Voilà pourquoi, dans la région de l'Extrême-Nord, on assistait à une faible participation des enfants de 15-24 ans à l'éducation, soit respectivement 0,48 en 2001 et 0,55 en 2007, (Rapport-PNUD 9). La perception de l'utilité du droit à l'instruction est ainsi posée avec acuité, car, pour bon nombre de parents, l'école n'assure plus la mobilité. En outre, le développement des comportements déviants (le refus des pratiques rituels par exemple) adoptés par les jeunes scolarisés n'encourage plus les parents à envoyer leurs enfants à l'école. L'instruction pour les élites traditionnelles véhiculait des valeurs qui s'opposent aux normes de la tradition.

Par ailleurs, l'instruction était perçue par les leaders communautaires (chefs traditionnels) comme un facteur d'acculturation, d'assimilation, d'aliénation et de perte de l'identité culturelle de la population. Cette façon de concevoir la culture étrangère limitait l'accès des filles à l'éducation. C'est ce qui justifie d'ailleurs cette déclaration : « Certains parents préfèrent ne pas envoyer leurs filles à l'école tout simplement parce qu'ils ne veulent pas qu'elles y succombent aux fléaux d'une société corrompue et décadente. Les conceptions traditionnelles des parents peuvent constituer un obstacle à l'éducation des filles. Ce facteur est plus accentué dans certaines régions que dans d'autres, spécialement dans celle de l'Extrême-Nord du pays, habitée en grande partie par des musulmans et des animistes. Dans ces communautés, l'on ne permet pas à la femme de sortir du cadre traditionnel dans lequel elle est assignée à résidence. On attend d'elle qu'elle soit dans ce monde, sans pour autant en faire partie », (Rapport-UNICEF, 2015 : 79-81). Il ressort de cette citation que le poids de la tradition locale accordait moins de chance à l'endroit de l'instruction des filles au Nord Cameroun.

S'agissant de la culture arabo-musulmane, il y a lieu de préciser que les croyances et pratiques religieuses musulmanes dans cette localité constituaient des facteurs qui limitaient la participation des jeunes à l'instruction. Cette place importante accordée à la religion musulmane

dans ces parties du pays conditionnait les jeunes à se déconnecter de l'éducation occidentale. Cette réalité était survenue suite à la recommandation faite aux jeunes en général de la pratique de l'école coranique. La priorité accordée à la promotion des valeurs culturelles arabo-musulmanes a un impact fortement négatif sur les possibilités d'une éducation formelle. C'est ce qui ressort de cette assertion : « Cette attitude est renforcée par une vision du monde qui est essentiellement restrictive dans ses attentes et introvertie dans sa manière de percevoir les choses. Dans la mesure où les préceptes et valeurs du Coran fournissent une solide justification morale à la vie d'ascète, les communautés musulmanes et animistes tendent à s'organiser selon ce que l'on pourrait appeler la connivence des anneaux concentriques de la réalité sociale, dans le cadre d'un système fermé, comme on pouvait s'y attendre du reste », (Rapport-UNICEF, 2015 : 5). L'on peut dire de ce qui précède que, la valorisation de la culture arabe auquel tous les jeunes enfants sont appelés à s'imprégner par leurs parents portait un coup dur à leur éducation dite moderne. Les jeunes doivent parfois consacrer un temps important aux études coraniques au détriment des études scolaires. Dans certains cas, les familles établissaient des programmes d'études coraniques que tous les enfants respectaient. C'est l'une des raisons qui expliquait la faible participation des jeunes à l'école dans cette partie du Cameroun.

Dans la même veine, Thierno Moctar Bah et Gilbert Taguem Fah soulignaient que : « La prééminence de l'école coranique, ainsi que l'intérêt que les musulmans attachaient à cette forme d'éducation furent une entrave à l'implantation de l'école moderne dans les régions islamisées... les musulmans du Cameroun avaient fait du refus de l'école française une question de principe, car disposant d'un réseau d'écoles mieux adapté à leurs coutumes et à leur religion, ils ne voyaient pas l'utilité d'envoyer leurs enfants à une école étrangère et de mettre leur foi en péri », (Medou Ngoa, 2019 : 499). Cette réticence de la région islamique présente un impact vis-à-vis de l'éducation des jeunes dans cette partie du pays. Quel est l'état de lieu de l'instruction dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun ?

1.1.1. L'état de lieu de l'éducation dans la région de l'Extrême-Nord-Cameroun

Au Cameroun, de nombreuses zones souffrent de carence liée à l'instruction. La région de l'Extrême-Nord n'échappe

malheureusement pas à cette réalité. L'accès à l'instruction semble plus difficile chez les filles que chez les garçons dans ces parties du pays. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène, parmi lesquels figurent en bonne place, les insuffisances des infrastructures scolaires, le manque du corps enseignant et la pauvreté ambiante...

Parlant de problème d'ordre infrastructurel, il faut noter que la plupart des établissements scolaires déplorent qu'une situation pédagogique gérée en permanence en plein air, ce qui limite sérieusement le degré d'attention et de concentration des apprenants. Face à un manque criard d'infrastructures scolaires pour accueillir les enfants à l'école, la communauté hôte, faisait recours aux hangars. Ces derniers permettent d'abriter les élèves qui prennent les cours en plein air. Cette option ne facilite pas toujours un meilleur déroulement des activités scolaires en période de pluies. Dans la partie septentrionale par exemple, le déficit est de 11.740 pour les salles de classe et de 534.479 pour les tables-bancs. Relative au document publié par le journal œil du sahel en 2021, 1.044.180 élèves sur 1.980.462 dans cette partie du pays prenaient cours à même le sol, (Nadine Ndjomo, 2021). C'est ce qui justifie d'ailleurs le faible taux de réussite dans cette localité. L'image ci-dessous, présente le problème de salle rencontré par le Collège d'Enseignement Secondaires (CES) de Poudan, village dans le département du Mayo-Kari, région de l'Extrême-Nord Cameroun.

Photo n°1 : *Salle de classe construite en matériel provisoire au CES de poudam (Extrême -Nord du Cameroun)*



Source : Photo réalisée par Dawa Kaki Alphonse à Poudam le 27 octobre 2022.

S'agissant de manque d'enseignants dans cette localité, il y a lieu de souligner que la majorité des établissements scolaires font face au problème d'encadrement. Dans l'ensemble de cette région, le personnel d'encadrement représente seulement 21.5% du corps enseignant, (Institut National de la statistique, 2015). La plupart des enseignants affectés viennent juste effectuer leur prise de service et disparaissent. Voilà pourquoi, l'on rencontre dans certaines écoles qu'un seul enseignant répondant pour le compte de l'Etat, tous les autres étant des vacataires, (Sadou Abba, 2019). Dans d'autres établissements scolaires, il n'existe même pas un enseignant pour le compte de l'Etat. C'est le cas des départements du Logone et Chari et du Mayo-Sava dans la région de l'Extrême-Nord où des écoles d'Etat qui ne fonctionnent qu'avec les maîtres des parents. Pour l'ensemble de la région de l'Extrême-Nord, on enregistre en 1997, 1336 maîtres des parents, (Kamsoulou Iya, 2018). Tous sous-diplômés, ils sont recrutés sans contrat sur la base de leur supposée compétence. Ils arrêtent quand ils veulent. Mal rémunérés, ils ont tendance à utiliser les élèves comme main d'œuvre dans leurs champs, (Madou, 2017).

Le décret présidentiel du 19 février 2001 stipule en son article 47 que : « les élèves des écoles primaires publiques sont exemptés des contributions annuelles exigibles », (Warda Ina, 2015). A cause de la pauvreté des parents, une grande majorité d'eux n'ont pas en mesure de payer la somme fixée. Cette réalité affecte la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage. Cette situation a d'ailleurs été confirmée par le personnel de l'éducation de base de l'arrondissement de Mokolo, région l'Extrême-Nord. La pauvreté a un impact négatif sur la scolarisation des enfants et leur encouragement à poursuivre les activités scolaires. Dans cette zone d'étude, les parents sont vulnérables et n'ont pas les ressources nécessaires pour subvenir aux besoins de leurs enfants. Cela vaut de même pour la scolarisation de leurs enfants. Dans cette région, on enregistre en 2013, 74,3 % de niveau de pauvreté. Cette aggravation des inégalités est corroborée par l'évolution de l'indice de Gini, qui mesure les inégalités entre différents groupes, et qui est passé de 0,39 en 2007 à 0,44 en 2013, (Institut national de la statistique, 2014 :5). C'est pour apporter une solution aux calvaires que rencontrent les établissements scolaires dans cette partie du Cameroun que le PNUD avait appuyé les établissements scolaires.

2. Assistance du PNUD à l’instruction et son impact dans la région de l’Extrême-Nord Cameroun

Dans le cadre de contribuer aux rendements de l’éducation des jeunes dans la région de l’Extrême-Nord Cameroun, le PNUD a assisté les établissements scolaires. Dans ce sens, plusieurs actions dans le domaine de la construction et de l’équipement des infrastructures scolaire, de l’assistance aux élèves et de l’appui aux personnels éducatifs ont été visibles.

2.1. La dotation des établissements en infrastructures scolaires

La promotion de l’éducation dans la région de l’Extrême-Nord du Cameroun requiert un effort et une synergie étroite de tous les partenaires de la communauté éducative. Le gouvernement camerounais, dans cette optique, s’est investi à améliorer l’offre d’éducation dans cette région du pays. Avec la croissance rapide de la population locale et l’insuffisance des bâtiments scolaires, la plupart des établissements scolaires faisaient les cours en plein air. C’est pour apporter une réponse à cette situation que le PNUD avait en 1999 construit et équipé d’écoles d’un autre style : « les Centres d’Education à Distance », qui avait permis de prendre en charge des apprenants loin des écoles primaires. Ce programme concerne les zones d’éducation prioritaire (ZEP) en générale et la région de l’Extrême-Nord singulièrement, et compte près de 60 centres créés, pour un financement de 12 milliards de francs CFA, (Tandjong Fopa. 2013-2014 :103).

Par ailleurs, dans le cadre du projet « stabilisation et relèvement précoce » initié par le PNUD en 2013, plusieurs établissements scolaires se sont vus délivré du calvaire. L’objectif de ce projet consistait à maintenir les jeunes dans les localités touchées par la secte *Boko Haram* et les éloigner à l’abri de ce mouvement islamiste. Dans cet élan de solidarité, en 2013 on assiste à la création et équipement d’unités de production du matériel didactique à base de matériaux locaux et des manuels scolaires dans chaque province du Cameroun. A cet effet, 10 unités construites, équipées et fonctionnelles pour un montant de 25 milliard de francs CFA, (Souni Abba, 2018). De même, le village de Baldama, département du Mayo-Sava, le PNUD avait construit et équipé un bâtiment de deux salles de classe en 2017, (Djalo Mborimba. 2022 :88). De plus, dans le département du Mayo-Sava, précisément

dans les localités de Banki, de Mimé et d'Amchidé, le PNUD avait construit des bâtiments scolaires. Soit un bâtiment et accompagnés des latrines dans le village de Banki et trois autres bâtiments de 06 salles de classe dans le village de Limani de 2013 à 2017, (Djalo Mborimba, 2022 :88).. Présentons à présent l'assistance pédagogique et didactique.

2.1.1. L'assistance pédagogique et didactique

Les réalisations du PNUD dans cette région ont eu des répercussions sur la qualité de l'éducation. Les projets du PNUD avait ainsi permis un bon fonctionnement des activités scolaires. Ainsi, en 1998, le PNUD avait octroyé de guides pédagogiques et manuels scolaires aux enseignants des secteurs public et privé, pour un montant de 100 millions de Francs CFA. Cet appui du PNUD avait soulagé les enseignants qui faisaient face aux problèmes de guides pédagogiques. Un an plus tard, c'est-à-dire, en 1990 le PNUD avait Octroyé des bourses et des manuels scolaires aux élèves, notamment les filles. Ce don était financé à hauteur de 15 milliards de Francs CFA, (Tandjong Fopa. 2013-2014 :103 :106). L'objectif de cette bourse consistait à promouvoir les capacités en ressources dans les zones d'éducation prioritaires au Cameroun.

Par ailleurs le programme des Nation Unies pour le Développement avait lancé en 2021 dans localités des zones d'éducation prioritaires un projet dénommé « *cash for work* ». C'est un projet qui avait permis à 500 jeunes garçons et filles, notamment dans 10 communes de l'Extrême-Nord de bénéficier des outils nécessaires, ce qui les a permis d'être immédiatement opérationnel sur le terrain, (Cameroun tribune, 2021). Ces dons du PNUD étaient constitués des kits permettant aux bénéficiaires de mettre des activités génératrices de revenus (de cinq tricycles, des kits pour la maçonnerie, des kits pour se lancer dans l'agriculture, des kits pour la soudure et des kits pour la bureautique). 05départements ont bénéficiés dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, (Cameroun tribune, 2021). Il s'agit de l'arrondissement de Tchatibali, et de Datchéka dans le Mayo-Danay, des arrondissements de Moulvoudayé et de Dziguilao dans le Mayo-kani, des arrondissements de Méri et de Gazawa dans le Diamaré, dans les localités de Nguetchewé et de Mawa dans le département du Mayo-Tsanaga, et des localités de Kourgui et de Makoulahé dans le Mayo-Sava.

Ces multiples apports du PNUD ont contribué au renforcement des capacités éducatives dans cette région du pays. Ce constat se justifie à travers l'augmentation du taux d'inscription dans les établissements scolaires assistés. L'on fait allusion à l'école publique de Baldama qui, après avoir bénéficié d'un bâtiment de deux salles de classe en 2017, a connu un taux élevé des élèves dans les salles de classe.

Conclusion

Parvenu au terme de cette étude, il s'agissait de faire un diagnostic sur l'apport du PNUD aux établissements scolaires dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Ces actions sont diverses et variées, notamment la construction et la réhabilitation des infrastructures scolaires, des latrines, de la formation des enseignants et de l'assistance aux élèves. La présente contribution a mis en lumière deux principaux axes d'analyse. D'une part, il s'inscrit sur les problèmes rencontrés par les établissements scolaires dans cette localité et d'autre part, elle s'est focalisée sur l'apport du PNUD aux établissements scolaires. Il ressort que l'apport du PNUD aux établissements scolaires dans cette région a contribué à la promotion de l' instruction des jeunes.

Références Bibliographiques

Bertrand Maurice, (1995) *L'ONU*, Paris, Ed La découverte.

Boas Mortens and Mc NEILL Desmond, (2004) *Global institution and development: Framing the world?* Routledge.

Coicaud Jean-Marc (2001/4), « Réflexions sur les organisations internationales et la légitimité internationale : contraintes, pathologie et perspectives », dans *Revue internationale des sciences sociales*, n°170, Pp 573-587

Blanchet Karl (2004), « Le développement participatif : entre souhaits et réalité », In *Revue internationale des sciences sociales*, n°170, Pp 697-702.

Dawa Kaki, Alphonse Alphonse, (2021), Les Institutions des Nations Unies (Unesco et Unicef) et l'éducation dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun, 1991-2018, Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé.

Dawas Mohamed (2001), « L'Afrique face au défi de la mondialisation », In *Finance et développement*, pp 62-84.

Djallo Mborima (2022), les activités du Programme des Nations Unies pour le Développement (Pnud) au Cameroun : cas de la région de l'Extrême-Nord ; 1972-2021.

De Senarclens Pierre (2001/4), « Les organisations internationales face au défi de la mondialisation », In *Revue internationale des sciences sociales*, n°170, pp 559-572.

De Senarclens Pierre, (1998) *Mondialisation, souveraineté et théorie des relations internationales*, Paris, Armand Colin.

Fofack Éric Wilson (2016), « Le Cameroun et l'Organisation des nations unies : regard historique d'une relation hors du commun », *NKA Lumière, Revue interdisciplinaire de la faculté des lettres et sciences humaines*, n°16, second semestre 2016, pp219-239.

Hamadjoda, Hamadjoda Adama, (2020), *La valeur de l'école dans la société Mafa*, Yaoundé, Fondaa.

Hoffman Stanley (1958), « Organisations internationales et pouvoir politique des États ». In *Revue française des sciences politiques*, 8^e année, n°1, pp 183-185.

Mairama Lapsiya (, 2010), Stéréotypes sociaux et achèvement du cycle primaire par les filles de l'arrondissement de Mora, Mémoire de Dipes 2 en Conseil d'orientation, Ecole normale supérieur de Yaoundé I.

Martin Jean Yves, (1970), *L'école et les sociétés traditionnelles au Cameroun Septentrional*, Paris, ORTOM.

Mbarkoutou Mahamat, (20176), *Le conflit Boko Haram au Cameroun Pourquoi la paix traîne-t-elle ?* Yaoundé, l'Harmattan.

MINEDUC, (2012), *Carte scolaire 2011-2012, Yaoundé Cameroun*.

Mvezzo, (2005), *Pour une nouvelle éducation au Cameroun. Le fondement d'une école citoyenne et de développement*, Yaoundé, presse universitaire.

Odaga, Adhiambo et Heneveld, (1995), « Les filles et l'école en Afrique Subsaharienne. De l'analyse à l'action », Document technique, N°298, Washington, Banque mondial, pp.110-112.

Roupsard, Marcel, 1(987), *Nord Cameroun : ouverture et développement*, Paris, Mor, C, Belle.

Tandjong Fopa, (2013-2014), *L'organisation des Nations Unies et l'école primaire au Cameroun de 1960 à 2013, Mémoire de Master en Histoire, Université de Ngaoundéré*,

Tchombe Mungah. Thérèse, (1993), *L'accès des filles à l'éducation de base et à l'enseignement primaire au Cameroun*, Unesco, Bureau régional de Dakar.